



## Pas de bébés à la consigne !

Communiqué du 4 décembre 2020

### Face à une réforme qui brade la qualité d'accueil des jeunes enfants, les professionnel.les de la petite enfance ne lâcheront pas !



Les professionnel.les de la petite enfance, même masqué.es, ont de nouveau élevé la voix à l'appel du collectif **Pas de bébés à la consigne** le 3 décembre contre la réforme des modes d'accueil.

Malgré les difficultés liées à la crise sanitaire, par dizaines et par centaines, les professionnel.les ont déconfiné leurs revendications en adressant des messages photos au secrétaire d'État Adrien Taquet. Dans plusieurs villes de France des rassemblements se sont tenus avec des dizaines de collègues, à Paris une délégation de 200 professionnel.es a manifesté devant le ministère, à Lyon une centaine devant la mairie. De nombreux établissements étaient en grève, par exemple 21 crèches fermées à Nice sur 27, deux-tiers des établissements dans certaines villes des Hauts-de-Seine.

La colère est grande devant l'hypocrisie gouvernementale : d'un côté on rend opposable la charte nationale d'accueil du jeune enfant, gage de qualité pour le secteur, de l'autre on maintient des taux d'encadrement hérités de la période de la Libération (il y a 70 ans !...), des ratios de professionnel.les les plus qualifié.es tirés vers le bas par le décret Morano il y a 10 ans, on augmente les possibilités d'accueil en surnombre, et, cerise sur le gâteau, le gouvernement prévoit désormais d'inclure dans les taux d'encadrement les apprentis jusqu'à 15% de l'effectif des EAJE (mesure pourtant abandonnée il y a un an par Christelle Dubos, prédécesseure d'Adrien Taquet). Le gouvernement poursuit cette braderie en prévoyant que les éducatrices de jeunes enfants et les puéricultrices puissent désormais diriger les EAJE sans aucune expérience préalable dans l'accueil de la petite enfance. Et il ne bouge toujours pas sur la surface d'accueil réduite à 5,5m<sup>2</sup> dans les grandes villes.

Tout ceci au mépris des préconisations de la commission des 1000 premiers jours qui proposait simplement à la France de s'aligner sur des standards en vigueur parmi les pays comparables de l'OCDE avec notamment un taux d'encadrement d'un adulte pour 5 enfants et un ratio de 70% de professionnel.les les plus qualifiés, 7m<sup>2</sup> par enfant partout en France...

Tout ceci en dépit des revendications des professionnel.les dont le seul objectif est d'offrir aux tout petits une véritable disponibilité physique et psychique incompatible avec la course au toujours plus d'enfants accueillis par des adultes en moyenne toujours moins qualifiés.



**Pas de bébés à la consigne**, avec les professionnel.les et les parents, ne lâchera pas. Dans les semaines qui viennent nous appellerons à de nouvelles initiatives amplifiant la mobilisation du 3 décembre pour que le gouvernement prenne des mesures de réforme qui privilégie la qualité et remette à l'endroit l'accueil de la petite enfance.